

# Premier bilan de la situation sur le site de Lardy après le déconfinement

Depuis le début de la semaine, plusieurs centaines de salariés supplémentaires sont de retour sur le site de Lardy. Il devrait y avoir environ 1000 salariés chaque jour.

Si la distribution des « packages » (masques et gel hydroalcoolique) semble s'être bien déroulée jusqu'à maintenant, il y a plusieurs points inquiétants sur les conditions sanitaires mises en place par la direction : entorses au principe de généralisation du télétravail, open-space, désinfection des lieux ou instruments de travail partagés, charge de travail du personnel de ménage, etc.

Par ailleurs, il est clair que la situation actuelle de travail, sur site ou en télétravail, est une situation dégradée (chômage partiel d'une partie du personnel, garde d'enfants, temps pris sur site par la mise en place et le respect des mesures sanitaires, etc.), comme il est clair qu'elle va perdurer pendant plusieurs semaines voire plusieurs mois. Mais dans ce contexte, les directeurs disent que les jalons ne bougeront pas. C'est complètement invraisemblable et c'est faire reposer sur les salariés une pression inacceptable. Ce ne sont pas les salariés qui ont pris les décisions techniques de moindre coût qui ont fait prendre du retard à Renault, ce ne sont pas les salariés qui ont imposé des plannings de développement peu réalistes dans des conditions normales et tout simplement intenables dans les conditions actuelles. Ce n'est pas à eux de prendre des risques pour leur santé afin d'essayer de rattraper les décisions prises par les hauts dirigeants du Groupe. Les directeurs doivent décaler les jalons et assumer les conséquences des décisions qu'ils ont prises.



## Télétravail ou travail sur site : le principe et la réalité du terrain

Le gouvernement comme la direction de Renault érige le **télétravail en situation de référence** dans la période, particulièrement en région parisienne. Mais sur le terrain, la situation est malheureusement différente. Renault vise 40% de présence à partir de cette semaine sur le site de Lardy : dans plusieurs secteurs, ce chiffre est considéré comme un objectif à atteindre, indépendamment de la réalité du travail des salariés.



Ainsi, il a été demandé à certains de revenir sur site parce qu'ils travaillent sur des projets prioritaires ou qu'ils sont passés de 50% à 100% d'activité alors qu'ils auraient pu continuer à télétravailler. Dans d'autres cas, les salariés considèrent qu'ils pourraient continuer le télétravail au moins une partie de la semaine et leur hiérarchie impose la semaine complète sur site.

Quand nous avons soulevé ce problème, la direction de l'Etablissement nous a répondu que les hiérarchiques avaient déterminé les critères de présence uniquement en fonction des activités des salariés et sans objectifs globaux à atteindre ou logique de « vagues successives » de retours. **Remontez-nous les situations qui sont en décalage avec ce discours officiel.** Pour limiter les risques de contagion, il faut limiter la présence sur site au strict nécessaire : nous interviendrons donc auprès de la direction pour que les salariés puissent protéger leur santé.

Avec les chiffres prévisionnels des directeurs Métier, il devrait y avoir environ **1000 personnes par jour sur le site de Lardy.**



## Distribution des packages (tous les matins aux 3 entrées du site pendant 2 semaines) :



- Pas de problème remonté jusqu'à maintenant sur le stock mis à disposition.
- Manque d'information sur les masques en tissu qui font partie du « package » (le livret fourni par la direction n'est pas clair sur ce point) : ils sont interdits sur le site (uniquement masques chirurgicaux) mais sont fournis par la direction pour les trajets en transport en commun, ce qui est étrange puisque leur efficacité est moindre que les masques chirurgicaux !
- Les réassorts de masques jetables sont pour l'instant prévus dans les secteurs et seraient effectués par les personnes relais.

## Conditions sanitaires sur les postes de travail :

### Bancs moteurs :

Suite aux réactions des salariés et aux interventions des élus CGT, à notre connaissance les situations les plus dangereuses ont été traitées. Il n'y aura qu'une personne par banc pour réaliser les essais et le nombre de personnes au global dans une aile de bancs sera limité. Ainsi, au L39D, ce sera limité à 15 salariés en même temps dans l'aile de bancs (dont 10 motoristes en même temps sur les bancs). Pour rappel, pendant les premières semaines du confinement, la direction n'avait rien mis en place dans les secteurs de bancs et il pouvait y avoir jusqu'à 30 salariés sans masques au L39D.

Ces limitations vont cependant nécessiter la mise en place d'une organisation au niveau des « clients » MAP et DEA-MM : il ne suffit pas que la direction édicte des règles, il faut qu'elle s'assure que les impératifs des projets ne vont pas obliger ces salariés à enfreindre les mesures sanitaires pour faire le travail qui est exigé d'eux.

### Open-space :

Niant l'évidence, la direction ne compte pas mettre en place de directive autre que le respect du mètre de distance entre les postes de travail. Pourtant, les bureaux récents, avec leur cloison basse et la situation de face-à-face avec distance réduite (1.5 m), posent question.

Sur le terrain, des hiérarchiques ont fait en sorte qu'il n'y ait que deux personnes par boquette de 4 ou que les salariés ne soient pas face-à-face. Mais c'est seulement quand c'est possible et cela sera encore plus compliqué à réaliser quand il y aura plus de personnes de retour.

Ce qu'il faudrait, c'est adapter dès maintenant tous les espaces de travail à la crise sanitaire : limitation du nombre de salariés par plateau comme cela est fait dans les bancs moteur, réaménagement des bureaux, mise en place de plexiglas ou de cloisons, etc. La presse se fait déjà l'écho de réflexions générales sur les open-space. Il est complètement anormal que la direction fasse reprendre le travail de centaines de salariés supplémentaires sur le site sans avoir adapté les postes « tertiaire ». Quand elle mettra en œuvre ces adaptations dans quelques mois, que dira-t-elle des risques qu'elle nous aura fait prendre dans l'intervalle de temps ?

Certains plateaux posaient déjà des problèmes de conditions de travail (au centre du bâtiment L26 par exemple) : ils ne peuvent pas accueillir de salariés dans la situation actuelle !



L'open space va-t-il mourir du COVID-19 ?

ZDNet France - 14 avr. 2020

Technologie : La nouvelle norme au travail à la sortie de la pandémie de COVID-19 pourrait signer l'arrêt de mort de l'open space tant vanté ...



Le coronavirus va-t-il faire disparaître les bureaux en open ...

20minutes.fr - 21 avr. 2020

Le coronavirus et le confinement qui en découle bouleversent l'organisation du travail. Les bureaux en « open space » ne seront pas épargnés ...



Coronavirus : face aux mesures de distanciation sociale, les ...

Franceinfo - 29 avr. 2020

Exit donc les open-space et la proximité entre les employés. Cela pourrait même durer une fois le confinement levé. Par Léo-Pol Platet Publié le ...

### Désinfection des lieux et instruments de travail partagés



La direction met à disposition un kit de désinfection dans les secteurs. Elle a mis en place un protocole de désinfection des véhicules partagés et préconise le lavage des mains après chaque contact avec des surfaces à contact (notamment dans les réfectoires).

Trop souvent, elle fait donc reposer sur les salariés eux-mêmes la responsabilité de la désinfection des zones ou pièces à risque. Car, si elle dit avoir donné des consignes de nettoyage renforcé à la société PEI (notamment des « surfaces à fort contact »), la question de la charge de travail des salariés du nettoyage se pose. Il n'y a pas en effet pas de personnel du nettoyage supplémentaire sur le site pour l'instant.



Quant au manque de matériel pour les salariés de PEI, il n'a toujours pas été réglé : toujours pas de blouse à usage unique et des gants toujours fragiles.

**Comme vous pouvez le constater, les problèmes posés par la concentration de 1000 salariés sur le site n'ont pas tous été réglés, loin de là. C'est souvent une logique « administrative » qui est à l'œuvre : atteinte d'objectifs de présence pour préparer des vagues successives de retour, respect au strict minimum des règles édictées par l'Etat sans prise en compte des spécificités du terrain, etc.**

**C'est cette logique qui avait conduit la direction à faire travailler, pendant plusieurs semaines au début du confinement, des centaines de salariés sur le site sans masque (« puisqu'ils ne servaient à rien »), sans restriction du nombre de salariés dans les ailes de bancs (« puisque la distance de 1 m était respectée ») et sans gel hydroalcoolique (« puisque les points d'eau n'étaient pas éloignés des postes de travail »).**

**Comme au niveau du gouvernement, derrière cette logique se trouvent des décisions politiques de moindre coût : pénurie de masques, de gel, de tests de dépistage pour l'Etat ; refus de suspendre les activités du site pour tenir des jalons « projet » irréalistes pour Renault. La santé des travailleurs ne doit pas faire les frais de ces décisions. D'autant plus que le « monde d'après » que prépare la direction générale de Renault s'annonce encore pire que celui « d'avant » avec un plan de restriction budgétaire de... 2 milliards d'euros !**

### Faisons-nous entendre pour que notre santé passe avant leurs profits !

Si vous constatez des situations anormales dans les bancs, les ateliers ou les bureaux paysagers, n'hésitez pas à nous contacter : [cgt.lardy@renault.com](mailto:cgt.lardy@renault.com).

Même adresse si vous voulez recevoir nos tracts et informations. N'hésitez pas à faire circuler ce tract à vos collègues que cela pourrait intéresser. Vous pouvez également nous retrouver sur Facebook : **CGT.RENAULT.LARDY91**